



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Perspectives-europeennes-espoirs>

# Perspectives européennes : espoirs et craintes

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 873 - décembre 1988 -

Date de mise en ligne : jeudi 4 juin 2009

Date de parution : décembre 1988

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Selon les choix qui seront faits, notamment en matière de structures économiques, la construction de l'Europe peut recueillir le meilleur et le pire.

D'ores et déjà, les progrès accomplis sur le plan politique et en direction du fédéralisme se font lentement mais incontestablement.

L'existence d'un Parlement et de partis européens est de nature à favoriser la diffusion des idées nouvelles. L'audience dont jouit une doctrine dans un pays est un stimulant précieux pour ceux qui, dans d'autres pays, se déclarent du même idéal. Souhaitons que l'Europe devienne, de plus en plus, un marché unique, ouvert à la libre circulation des idées d'avant-garde !

D'autre part, dans des domaines tels que la santé, la défense de l'environnement, l'objection de conscience, la peine de mort, des résolutions sont adoptées dont l'influence n'est pas négligeable. L'Europe exerce ainsi sur ses membres une sorte de tutelle morale, où l'on peut voir une amorce de supranationalité.

Acquis aux principes du fédéralisme, nous espérons que cette évolution se poursuivra et que prendra naissance un pouvoir disposant d'une autorité réelle. A condition toutefois que ce pouvoir, strictement limité dans ses compétences, ne menace pas ce que le fédéralisme véritable tient à préserver : l'originalité des pays membres, leur faculté d'innover, d'expérimenter. Les peuples où l'opinion est la plus mûre doivent pouvoir jouer librement leur rôle de pionnier, par exemple dans le domaine de l'économie ou du désarmement, et apporter ainsi leur pierre à l'édification d'un monde plus rationnel. Le fédéralisme unit sans uniformiser.

Or, à cet égard, notamment dans le domaine de l'économie, nous éprouvons de légitimes inquiétudes. Paradoxe d'une Europe où les dirigeants, généralement si peu enclins à s'engager dans la voie de la supranationalité, se prêtent volontiers à une organisation contraignante qui prive les pays membres de leur autonomie économique, en leur imposant, au nom d'une idéologie primaire, de se plier aux mêmes disciplines et d'adopter les mêmes structures.

Va-t-on figer l'Europe des Douze, qui pourrait être l'Europe du renouveau, dans ce libéralisme dont il serait inutile de rappeler ici quel point il est inique et irrationnel ? Les erreurs des libéraux sont d'autant plus tenaces que les faits, dans l'optique étroite qui est la leur, semblent souvent leur donner raison. Ils s'hypnotisent sur la croissance, comme si elle était la mesure exacte de la santé économique ; dès lors, quand la croissance est en bonne voie, ils ont l'illusion de voir « le bout du tunnel ». Mais nous ne pourrions considérer comme saine une économie qui tolère le déséquilibre entre production et consommation, de criantes inégalités, le gaspillage des ressources et diverses atteintes à l'environnement.

Pour les partisans du libéralisme, la concurrence est à la fois un défi et un idéal. A nos yeux, elle est essentiellement désordre et gaspillage d'énergie. Elle élimine les entrepreneurs les moins favorisés par les conditions naturelles, ou les plus consciencieux. On veut leur imposer des lois pour la rendre loyale. Mais le désordre, codifié, demeure le désordre.

L'organisation européenne offre la possibilité de véritables délimitations où le but poursuivi est l'intérêt commun. Dans ces conditions, les problèmes que nous pose l'équilibre du commerce extérieur doivent pouvoir se résoudre autrement que par une guerre économique, particulièrement choquante dans le cadre européen.

N'est-il pas quelque peu paradoxal de vouloir fonder l'union sur la compétition ? Si les uns gagnent, c'est que les autres perdent. Et en un sens, ils finiront par perdre tous ensemble, à cause de la restriction

globale du pouvoir d'achat, donc des débouchés, dus à la politique de « rigueur ». Mieux vaudrait gagner tous ensemble, grâce à une organisation rationnelle -non concurrentielle - de l'économie européenne. Il semble que l'on puisse y parvenir par la mise en commun et la redistribution des excédents des productions nationales. Cette solution, conforme aux principes généraux du distributisme, laisse aux nations leur pleine autonomie quant à leur organisation économique interne.

Antoine Waechter, candidat écologiste à l'élection présidentielle, avait très justement déclaré, au cours d'une interview accordée au journal « Le Monde », qu'il faut substituer la coopération à la compétition. Espérons que les milieux les plus clairvoyants de l'opinion européenne - disons les Verts et la Nouvelle gauche - mettront sérieusement cette question à l'étude, en vue de préciser les modalités de cette coopération. Un plan rationnel et efficace pourrait servir ultérieurement d'exemple à ce « nouvel ordre économique mondial », qui n'est pas encore sorti des nuées.

La philosophie humaniste parviendra-t-elle, grâce à un renouveau de la pensée politique et économique au sein du Parlement européen, à triompher de l'esprit mercantile ? On se prépare activement à affronter la fameuse échéance du 1er janvier 1993. Est-il encore temps de réagir, avec quelques chances de succès ? L'enjeu de cette lutte est l'âme de l'Europe.